



Numéro 23 - 1er mai 2023

Premier Mai 2023

**Travailleurs et opprimés de tous les pays,
unissez-vous!**

Vidéo



Les défis du mouvement ouvrier en 2023

– *Le Centre ouvrier du PCC(M-L)* –

- **Le défi de rendre le mouvement ouvrier effectif**
– *Pierre Chénier, secrétaire du Centre ouvrier du PCC(M-L)* –
- **Opposition à la multiplication des attaques contre les droits des travailleurs et les programmes sociaux**
- **Le travail du Centre ouvrier pour l'année qui vient**
– *Centre ouvrier du PCC(M-L)* –

Premier Mai 2023

Les défis du mouvement ouvrier en 2023

– Le Centre ouvrier du PCC(M-L) –



À l'occasion du Premier Mai 2023, la Journée internationale de lutte et de solidarité de la classe ouvrière, le Centre ouvrier du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses salutations les plus chaleureuses à la classe ouvrière canadienne, québécoise et internationale et souhaite à tous ses contingents et individus de progresser dans la défense de leurs droits et dans l'avancement de la société vers le Nouveau.

Comment devenir une force organisée effective est le défi global du mouvement ouvrier en 2023 : effective dans la défense des réclamations que les travailleurs sont en droit de faire à la valeur qu'ils produisent, effective dans la défense des droits de toutes et tous et effective dans l'apport de solutions aux problèmes de la société qui soient favorables au peuple. Le peuple doit s'investir du pouvoir de prendre des décisions sur tous les enjeux qui le concernent et de mettre ces décisions en pratique. Pour devenir une force effective, les travailleurs doivent continuer de s'exprimer et d'agir en leur nom propre sur les conditions et les problèmes auxquels ils sont confrontés. Cela ouvrira une voie qui indiquera quelles mesures à prendre comme prochaine étape.

Les travailleurs se battent d'un bout à l'autre du Canada et ont des préoccupations multiples concernant les conditions actuelles. Ils sont entre autres préoccupés par la restructuration de l'État mise en oeuvre par ceux en position de contrôle de décider et par laquelle des intérêts privés étroits, par le biais d'oligopoles qui agissent comme des cartels et des coalitions, s'emparent du pouvoir de décision. Les assemblées législatives sont devenues dysfonctionnelles tandis que les prérogatives ministérielles donnent une légalité à la gouvernance par décrets. L'intégration de l'économie canadienne à l'économie de guerre des États-Unis se traduit par une multiplication des stratagèmes pour payer les riches et par le refus de négocier des conventions collectives, où l'imposition des concessions sur les salaires et les conditions de travail se fait par diktat. Des mesures d'urgence permanentes sont désormais en place pour taire la dissidence. Au nom de la stabilité, de l'ordre constitutionnel et de la sécurité nationale, la direction de l'économie est fixée par des prérogatives ministérielles et des décrets sans l'avis et le consentement du peuple.

Les travailleurs ne sont pas des ennemis de la stabilité, de l'ordre, de la sécurité nationale, de la paix

ou d'une économie et d'un environnement sains. Au contraire, leur vie est consacrée à un environnement social et naturel sain, mais dire que toutes ces choses peuvent être réalisées en donnant de l'argent aux riches, en restructurant l'État pour le rendre encore plus hiérarchique, inégalitaire et discriminatoire, c'est se livrer à la désinformation pour désorganiser la classe ouvrière et l'empêcher de dépasser les limites décidées par les dirigeants, leur constitution et leurs lois. Les mesures prises dans le cadre des prérogatives ministérielles posent de graves problèmes sur tous les fronts.

En opposition à cela, et qui ouvre une voie vers l'avant pour la société, il y a le refus des travailleurs de tous les secteurs de l'économie d'être traités comme des objets jetables, d'être éliminés en tant que force organisée, réduits au silence et criminalisés pour avoir réclamé ce qui leur appartient de droit et ce qui est juste dans une société moderne.

Parler en son propre nom, se représenter soi-même et lutter pour ses droits dans le contexte de la lutte pour une société qui défend les droits de toutes et tous est le plus grand défi du mouvement ouvrier à l'heure actuelle. C'est affirmateur que de relever ce défi. Cela rompt avec la dépendance envers un soi-disant pouvoir supérieur qui décide ce que la classe ouvrière et le peuple doivent penser et ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas faire, alors que les décisions prises ne leur sont pas favorables. Agir de manière à se donner les moyens d'agir ouvre la voie au progrès et c'est littéralement faire l'histoire. Depuis le 1er mai 2022, le mouvement ouvrier a progressé à cet égard. Il donne confiance aux travailleurs et met fin à l'humiliation de la passivité face aux dangers inhérents au présent et à ce qui se prépare. Le Centre ouvrier du PCC(M-L) consacre tous ses efforts de l'année qui vient à cultiver cette perspective et cette pratique.

*Vive l'esprit et l'unité de combat du Premier Mai !
Travailleurs et opprimés de tous les pays, unissez-vous !*



Le défi de rendre le mouvement ouvrier effectif

– Pierre Chénier, secrétaire du Centre ouvrier du PCC(M-L) –

Depuis le 1er mai 2022, le mouvement ouvrier a fait des progrès indéniables pour briser les limites qui lui sont imposées, que ce soit par les gouvernements, les tribunaux ou les riches et leurs médias. Le défi auquel le mouvement ouvrier est confronté est de savoir comment bâtir son organisation pour mettre à contribution la justice de sa cause et la force du nombre pour faire valoir ses causes. Le mouvement est confronté à des gouvernements qui multiplient les efforts pour éliminer tout droit de regard des travailleurs et créer des divisions dans leurs rangs sur toutes les bases possibles.

En novembre dernier, la résistance des travailleurs de l'éducation du Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO) à la Loi 28, qui recourait à la clause dérogatoire de la constitution canadienne, a contraint le gouvernement ontarien à abroger sa loi. Cette victoire a ouvert une voie au mouvement ouvrier pour s'unir et se défendre et de dire *Non !* au diktat du gouvernement. Les enseignants et les travailleurs de l'éducation de tout le pays suivent cet exemple en s'exprimant sur leurs conditions de travail et en refusant d'être réduits au silence. Ils ont également pris conscience des limites que leur imposent les lois du travail et de la nécessité de transcender ces limites car elles favorisent les intérêts privés à leur détriment et au détriment de la société et de l'environnement naturel.

Dans toute l'Amérique du Nord, les travailleurs de la santé refusent de voir leurs actions limitées à ce que les gouvernements jugent acceptable. Les infirmières du Québec et de New York sont récemment allées en grève pour défier les lois qui leur refusent ce droit.



De plus, la décision de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) de discuter ouvertement de comment renouveler le syndicalisme face aux défis d'aujourd'hui montre que les travailleurs sont conscients que les conditions ont changé. Ils ont pris conscience qu'ils doivent agir différemment, en fonction de ce que les conditions exigent, plutôt que de ce que les riches, les gouvernements et les tribunaux à leur service leur disent qu'ils ont le droit de faire.

De nombreux autres exemples montrent que le mouvement ouvrier s'exprime avec sa propre pensée et sa propre conscience et défie les limites qui lui sont imposées par ceux qui contrôlent les prises de décisions grâce à leur pouvoir et leurs privilèges. La force du mouvement dépend de la mobilisation de ses effectifs et de son organisation, non seulement sur les lieux travail, mais sur une base de masse. C'est un pas en avant qui donne aux travailleurs une maîtrise de leur capacité d'agir et de décider et renforce le mouvement ouvrier.



Opposition à la multiplication des attaques contre les droits des travailleurs et les programmes sociaux



Des travailleurs de la santé de l'Ontario participent à la marche du Premier Mai 2022 à Toronto.

À revoir l'expérience acquise par le mouvement ouvrier depuis le 1er mai dernier, il est clair que les attaques contre le droit à la santé, à l'éducation et aux programmes sociaux se multiplient partout au pays. Dans la foulée des lois antisociales adoptées en Ontario pour imposer des limites aux travailleurs de l'éducation, le gouvernement du Québec a déposé un projet de loi de plus de 1 000 articles qui restructure profondément le réseau de la santé. Il dit vouloir confier la gestion du réseau aux « meilleurs éléments » du secteur privé et fusionne les 130 unités de négociation des syndicats de la santé pour les réduire à quatre.



Tous les efforts des gouvernements vont dans le sens d'éliminer la voix et les revendications des travailleurs qui savent ce qu'il faut faire pour résoudre la crise en santé. En même temps, les changements qui confient la gestion au secteur privé ne font rien pour créer un système moderne basé sur les plus grandes réalisations de la science et de la technologie, qui sont considérables. Cela favoriserait grandement le diagnostic et le traitement des maladies que d'aider les médecins, les infirmières et les travailleurs de la santé à accomplir leurs tâches de manière socialement responsable. Au lieu de cela, en plaçant les monopoles privés et leurs intérêts étroits en position de décider directement de ce qui se passe au quotidien, les gouvernements

obligent les médecins, les infirmières et les travailleurs de la santé à être constamment sur le qui-vive dans le soin des patients qui souffrent, non seulement dans les situations d'urgence, mais au quotidien. L'objectif de la restructuration est suspect et c'est là tout le problème.

Les graves problèmes apparus dans le réseau de santé à l'issue de la pandémie, comme la crise du personnel, sont le résultat d'années d'offensive antisociale, de sous-financement et de restructuration de l'État au nom de la flexibilité, de l'efficacité et de la responsabilisation. Les gouvernements sont entre les mains de cabinets d'experts-conseils qui conseillent, supervisent et même gèrent la manière dont les monopoles privés peuvent tirer profit de tous les aspects du système de santé. Ils ne s'attaquent pas aux grands problèmes identifiés par la communauté, et en particulier les travailleurs de la santé et leurs organisations, et ce n'est pas leur intention.

Dans tout le pays, en plein milieu des négociations et à l'issue de la pandémie, les gouvernements mettent en place des lois qui définissent les travailleurs du secteur public et des services publics comme essentiels afin d'éliminer leur droit de grève. En décembre 2022, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a adopté une loi autorisant le déploiement de travailleurs de remplacement (briseurs de grève) venant de l'extérieur des unités de négociation syndicales au gré du gouvernement, par exemple en cas de grève.

Les gouvernements ont recommencé à agir en toute impunité en supprimant les limites de leur pouvoir qui, jusqu'à présent, faisaient partie de l'état de droit établi au fil du temps. Ils permettent aux ministres d'utiliser les pouvoirs de prérogative demandés par des intérêts privés étroits. Le recours à la clause de dérogation de la constitution par le gouvernement Ford en Ontario, pour éliminer les limites à son action, n'est qu'un exemple parmi tant d'autres au pays. La restructuration de l'État vise à éliminer toute limite à ce que les intérêts privés étroits représentés par les gouvernements peuvent faire dans leur quête de profit maximum aux dépens du peuple, de la société et de la Terre Mère.

Un exemple de la suppression des limites est que les entreprises sont autorisées à s'auto-réglementer, comme dans le cas des chemins de fer, de l'agroalimentaire, de la construction, de la sous-traitance des emplois miniers et industriels et de tous les autres secteurs de l'économie, y compris la santé, l'éducation, la fonction publique et même les opérations militaires. Il n'y a aucune considération pour les conséquences pour la santé et la sécurité des travailleurs ou les accidents qui sont inévitables, sans parler de la destruction du tissu social.

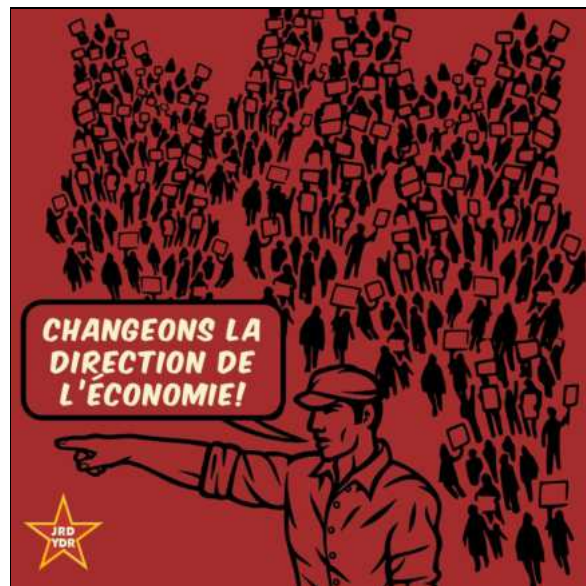


Ligne de piquetage massive des travailleurs de la fonction publique en grève dans la région de la Capitale nationale le 19 avril 2023

Dans le domaine des transports, les tragédies ferroviaires sont devenues monnaie courante dans toute l'Amérique du Nord, car les gouvernements agissent au nom des monopoles ferroviaires. Au Canada, le gouvernement permet au CN, au CP et à d'autres compagnies ferroviaires privées de s'auto-réglementer, ce qui mène à des tragédies comme celles de Lac-Mégantic, au Québec, et de Field, en Colombie-Britannique, ainsi que dans les Prairies et les centres industriels. Aux États-Unis, en pleine négociation, l'administration Biden a imposé par décret une convention qui rejette les revendications des cheminots. Cette décision a été prise malgré les tragédies, dont le monde entier est témoin, causées par de l'auto-réglementation et le diktat des chemins de fer privés et des entreprises de transport.

Dans le secteur de l'éducation, le financement d'urgence mis en place dans un certain nombre de provinces pendant la pandémie est maintenant réduit en pleine négociations avec les travailleurs de l'éducation. Ces compressions budgétaires sont faites alors même que les conditions se détériorent et qu'une grave crise de personnel sévit dans le système d'éducation partout au pays, aggravée par des années d'absence d'investissements adéquats. C'est la même chose dans la santé.

Les entreprises emboîtent le pas en refusant de négocier avec leurs employés et en utilisant les lois du travail pour briser les syndicats qui refusent de se soumettre à leur diktat. Au lieu de reconnaître ce que la pandémie a montré, que les travailleurs sont les producteurs de toute la richesse et doivent être respectés, les entreprises déclarent qu'aucune discussion ou négociation sur les salaires, les conditions de travail et la santé et la sécurité ne sera tolérée. Il n'y aura que le diktat des entreprises et des gouvernements et le gouvernement par décret. Les entreprises font ces déclarations au nom de la flexibilité et demandent des investissements et des subventions publiques pour une « économie verte ». Pour ceux qui en position de contrôle, la flexibilité du gouvernement et de l'entreprise signifie la sous-traitance à volonté, sans aucune sécurité, sans droit de parole ni affirmation de ses droits pour la classe ouvrière, celle-là même qui produit ce dont le peuple et la société ont besoin pour exister.



Les travailleurs à la demande et les travailleurs temporaires sont victimes de mauvais traitements.

Les entreprises utilisent de plus en plus les nouveaux immigrants et les étudiants internationaux comme une source de main-d'oeuvre bon marché au même titre que la main-d'oeuvre migrante. Dans certains cas, ils sont utilisés pour remplacer des travailleurs en grève. Beaucoup répondent à des annonces de placement sans savoir qu'ils sont recrutés comme briseurs de grève. Ces travailleurs sans méfiance deviennent la cible de violence, souvent accusés d'être des briseurs de grève alors qu'eux-mêmes ne savent pas ce qui se passe. En fait, les entreprises et les gouvernements organisent un système de traite des personnes et doivent être tenus de rendre des comptes pour avoir profité de la situation tout en sapant l'unité et la cohésion de la classe ouvrière.

Cela aussi est une nouvelle réalité que le mouvement ouvrier doit prendre en compte pour assumer la responsabilité des conditions existantes et exercer un contrôle sur elles en mobilisant le facteur humain/conscience sociale. Tout est fait par ceux qui détiennent les moyens de production et de distribution pour désorienter les travailleurs et les empêcher de trouver leurs repères et de s'unir dans l'action pour être effectifs et obtenir satisfaction de leurs revendications.



Partout au pays, les forces qui luttent pour la justice sociale s'opposent également aux gouvernements qui exploitent les travailleurs d'autres pays comme une source de main-d'oeuvre bon marché au service des monopoles. Ces nouveaux travailleurs sont privés des droits qui leur appartiennent, non pas en vertu d'une loi, mais en raison de leur humanité. D'autres nouveaux arrivants sont des réfugiés qui fuient la destruction de leur pays par les guerres d'agression et des guerres économiques de toutes sortes, que le Canada appuie. Ils sont également privés de leurs droits et de leur humanité.

Les gouvernements parlent d'un système ordonné de travailleurs migrants qui demandent un statut permanent pour couvrir la corruption inhérente au système. Les recruteurs de migrants et les gouvernements sont autant des trafiquants d'êtres humains, en violation systématique de toute responsabilité clairement établie par des conventions internationales. Les recruteurs profitent de la situation tandis que les gouvernements n'acceptent que les réfugiés qui répondent à leurs besoins, abandonnant les autres à leur sort dans les camps et les prisons pour finalement se faire expulser.

Les luttes pour la défense des droits de toutes et de tous sont appelées à s'intensifier durant l'année qui vient.

*Notre avenir est dans la défense des droits de toutes et de tous !
Tous ensemble pour défendre la dignité du travail !*



Le travail du Centre ouvrier pour l'année qui vient

– Centre ouvrier du PCC(M-L) –

La situation actuelle exige une presse ouvrière forte. La tâche du Centre ouvrier pour l'année qui vient est de renforcer notre journalisme et d'axer les discussions sur les défis auxquels le mouvement ouvrier est confronté dans davantage de lieux de travail et de secteurs de l'économie. *Forum ouvrier*, notre journal en ligne, rend compte de ce pour quoi les travailleurs se battent, de ce qu'ils défendent en matière de salaires et de conditions de travail et de leurs aspirations pour les

jeunes générations, pour eux-mêmes lorsqu'ils seront à la retraite et pour la société dans son ensemble.

Forum ouvrier rend également compte des conditions de travail et de ce qui se passe dans les différents secteurs de l'économie. Être informé en temps utile de ce qui se passe au pays permet au mouvement ouvrier d'apprendre de lui-même et de ses expériences. Cela lui permet également de bâtir l'unité dans l'action pour briser l'isolement et la marginalisation que le statu quo et les reportages des médias monopolisés imposent à chaque contingent de la classe.

Il n'est pas possible d'avoir un mouvement ouvrier organisé sans ce type de journalisme qui véhicule la politique indépendante de la classe ouvrière, plutôt que la politique de telle ou telle faction de la classe dirigeante qui sert à provoquer des divisions et à perpétuer le statu quo.



La publication régulière d'articles en français et en anglais dans *Forum ouvrier* permet au mouvement ouvrier de bénéficier d'une discussion nationale, indépendamment du lieu de travail, de la nature de l'emploi, du syndicat ou de l'absence de syndicat, etc. De cette manière, les travailleurs avancés s'éduquent les uns les autres et peuvent ensuite éduquer ceux avec qui ils travaillent et vivent. Il s'agit là d'un moyen important d'utiliser le pouvoir des travailleurs en tant que classe pour défendre les droits de toutes et tous. Il s'agit d'éduquer les éducateurs, c'est-à-dire nous tous.

En adoptant cette méthode démocratique de masse pour parvenir à des conclusions justifiées, les travailleurs gagnent en confiance. Ils deviennent eux-mêmes les porte-parole de ce qu'ils pensent et ils font valoir ce qui est juste pour leurs pairs et la société dans son ensemble, plutôt que de partir de notions préconçues, de croyances ou de points de vue et d'opinions désinformants sortis des sources gouvernementales, des clubs d'experts, des partis cartellisés et des médias.

Les travailleurs organisés sont tout à fait capables de se procurer les informations qui révèlent ce qui est fondé et ce qui est positif. Ils n'ont pas besoin de s'en remettre à ceux qui prétendent nous représenter mais qui cherchent à nous faire renoncer à notre propre pensée et à notre propre expérience. C'est la prétention que nous avons besoin de médiateurs pour dire ce que nous pensons et qu'il faut passer par là si nous voulons être « raisonnables ». En réalité, ces forces prêtent allégeance à un système de règles dont elles vivent et dont le seul but est de garder les travailleurs dans le rang, sur la base de considérations telles que la conciliation avec l'offensive antisociale et la transformation des travailleurs en choses jetables. Pendant ce temps, ceux qui sont aux commandes prétendent parler en notre nom pour conserver leurs richesses et leurs privilèges.

Nous encourageons celles et ceux qui souhaitent participer à ce travail important à nous contacter afin que *Forum ouvrier* puisse publier des rapports sur leurs conditions de vie et de travail, leurs luttes et leurs points de vue sur les questions qui les préoccupent. Cela élargira et renforcera l'unité des travailleurs dans l'action. La capacité de la presse ouvrière peut également être élargie et renforcée de cette manière.

La situation est très grave dans le monde. L'économie est devenue un casino, où les spéculateurs mettent en place des systèmes de fraudes massives de type Ponzi dans lesquels nous perdons tous

notre chemise, où l'économie est en crise perpétuelle, où la guerre est une constante et où les conditions sociales se détériorent de jour en jour. Nous ne pouvons pas compter sur ceux qui sont au pouvoir pour résoudre les problèmes que leur système a créés.



Notre avenir est dans la lutte pour les droits de toutes et tous. Il est dans une nouvelle direction de l'économie sous le contrôle de ceux qui font le travail, et non dans le soutien aux plans de l'administration Biden pour voler tout ce qui se trouve au nord de la frontière.

Pour l'élite privilégiée qui contrôle le pouvoir de décision, les travailleurs sont des objets jetables. Tel est le fond de l'histoire. Un travailleur tombe, au suivant ! Pourquoi se soucier de ceux qui tombent tant que la richesse et les privilèges restent entre les mains de ceux qui ont le pouvoir et les privilèges ? Il en va de même pour l'environnement, qui a été transformé en prétexte pour piller le trésor public au profit de puissants intérêts privés et bourrer les poches de quelques-uns. Et pourquoi se soucier des jeunes ou des femmes qui sont abandonnés à leur sort au milieu d'une offensive antisociale

permanente ? Les droits ancestraux et issus de traités des peuples autochtones sont éliminés en déclarant que les conseils de bande et les entreprises privées autochtones parlent en leur nom, dans la mesure où ils acceptent bien sûr la légitimité des stratagèmes pour payer les riches et qu'une poignée d'individus sont accommodés. C'est un glissement vers le bas pour l'humanité et la société. Cette marée antisociale qui détruit la nation doit être inversée !

La classe ouvrière canadienne et québécoise ne fait qu'une. Elle est aussi internationale en vertu de sa composition et des processus mondialisés de production et de distribution. Elle est tout à fait capable de déterminer comment humaniser l'environnement naturel et social, vaincre le facteur antihumain/anticonscient, construire une économie moderne au service de tous et non de quelques-uns, et s'unir à la classe ouvrière américaine dans notre lutte commune contre les ennemis de l'humanité, aux côtés des travailleurs et des peuples opprimés du monde entier.

Cette année, nous nous engageons à renforcer la presse ouvrière et appelons tous celles et ceux qui bénéficient de ce travail à nous soutenir de toutes les manières possibles : en écrivant, en distribuant et en finançant cette entreprise au mieux de leurs capacités et de leurs moyens.

Tout en oeuvre pour renforcer la presse ouvrière !



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca